

Méthodologie

Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA)

Résultats 2014 et estimations 2015

Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) vise à décrire l'emploi agricole, au niveau national et régional, sur le périmètre des exploitations métropolitaines retenues dans le recensement agricole (RA).

Le BAEA est construit par le Service de la Statistique et de la Prospective du ministère de l'Agriculture (SSP). Sa conception a fait l'objet d'un groupe de travail technique avec la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA), le Secrétariat Général (SG) du ministère de l'Agriculture, la Direction Générale de la Performance Économique et environnementale des entreprises (DGPE).

Le BAEA est élaboré à partir de deux sources : les recensements agricoles (RA) 2000 et 2010, d'une part, et les données annuelles de la mutualité sociale agricole (MSA), d'autre part, en vue de permettre une actualisation des données entre deux RA.

Le rapprochement des deux sources de données (RA et MSA) est complexe car il s'agit de données à vocations différentes :

- le RA, effectué dans le cadre de la réglementation statistique de l'Union européenne, donne une photographie de l'agriculture selon les grandes thématiques telles que les cultures et superficies cultivées, l'élevage et le cheptel, l'équipement des exploitations, l'emploi salarié ou familial, la gestion de l'exploitation...
- les données MSA ont, en premier lieu, une vocation administrative pour la gestion des cotisations sociales agricoles des exploitants agricoles non-salariés et des cotisations des salariés agricoles. Elles permettent, en second lieu, un suivi de l'emploi du périmètre MSA et font l'objet de diverses publications annuelles sous la forme de tableaux de bord et d'études.

Méthodologie

Une comparaison précise des données du RA 2010 et des données de la MSA sur la même période a été effectuée en vue de définir des modalités de traitement des données de la MSA permettant une mise à jour des données du RA à partir des évolutions annuelles observées dans les données de la MSA. Lorsque les données MSA ne fournissaient pas d'éléments suffisants pour actualiser certains indicateurs d'emploi, les évolutions ont été estimées à partir des évolutions annuelles moyennes observées entre le RA 2000 et le RA2010.

La version actuelle du BAEA présente la mise à jour 2014 des données du RA 2010 et une estimation 2015. Les données sont présentées au niveau national et déclinées selon les 13 régions de France métropolitaine instituées depuis le 1^{er} janvier 2016.

La présentation du BAEA

Le BAEA 2014 présente sous forme de fiches (une nationale et treize régionales) les principales données de l'emploi agricole sur le périmètre du RA en 2000, 2010, 2013, 2014 et 2015 estimé.

Chaque fiche comprend quatre tableaux et huit graphiques.

Les quatre tableaux sont les suivants :

- **un premier tableau sur les exploitations agricoles** : le nombre d'exploitations agricoles est ventilé selon divers critères (taille, diversification d'activité, Gaec ou sociétés, présence de salariés permanents). Les données 2013 du nombre d'exploitations agricoles sont celles de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles de 2013 (ESEA) ;

- **l'ensemble des actifs agricoles** : les chefs d'exploitation et coexploitants, les conjoints non-salariés et les autres actifs non-salariés, les actifs salariés permanents et les actifs salariés non permanents ;
- **les actifs agricoles par catégorie d'emploi** : les chefs d'exploitation et coexploitants avec un focus sur les moyennes et grandes exploitations et sur le statut juridique de l'exploitation, les conjoints et les autres actifs non-salariés, les salariés de l'exploitation agricole en distinguant les salariés permanents et les salariés non permanents (saisonniers et occasionnels) et enfin les salariés des ETA et Cuma ;
- **les salaires horaires moyens bruts** des salariés permanents et des salariés saisonniers et occasionnels.

Remarque 1 : Le travail des salariés saisonniers ou occasionnels en nombre d'heures, de jours ou de mois de travail est converti en une unité commune, le nombre d'unités de travail annuel (UTA), qui correspond à la notion d'effectifs en équivalent temps plein (ETP). L'emploi saisonnier n'est pas renseigné en nombre de personnes car le nombre de contrats de travailleurs saisonniers a peu de signification s'il n'est pas pondéré par la durée du contrat.

Remarque 2 : Les salariés des exploitations employés par un groupement d'employeurs sont considérés comme occupant un emploi permanent sur l'exploitation. Si ces salariés ne sont présents sur l'exploitation que pour des travaux saisonniers, ils sont comptabilisés indistinctement avec la main-d'œuvre non permanente.

Remarque 3 : Les salaires horaires n'étant pas disponibles dans le RA, les salaires horaires bruts moyens sont calculés à partir des données MSA uniquement.

Les huit graphiques portent sur :

- 1 • **l'évolution des actifs agricoles en UTA** depuis 2000 en distinguant les chefs d'exploitation et coexploitants, les conjoints et autres actifs non-salariés et les actifs salariés (les évolutions entre 2000 et 2010 sont obtenues par un ajustement linéaire entre les deux RA 2000 et 2010) ;
- 2 • **l'évolution des chefs et coexploitants en nombre de personnes depuis 2000** en distinguant les chefs d'exploitation des moyennes et grandes exploitations et parmi ceux-ci ceux qui exercent leur activité dans une exploitation individuelle ou dans une exploitation en Gaec ou en forme sociétaire (les évolutions entre 2000 et 2010 sont obtenues par un ajustement linéaire entre les deux RA 2000 et 2010) ;
- 3 • **l'évolution de l'emploi salarié**, permanent et non permanent, ETA et Cuma. L'emploi permanent est décrit en nombre de personnes et en UTA alors que l'emploi non permanent est uniquement présenté en UTA. Les évolutions entre 2000 et 2010 sont obtenues par un ajustement linéaire entre les deux RA 2000 et 2010. Les années 2011 à 2014 sont calculées en appliquant aux données du RA 2010 les évolutions annuelles des équivalents MSA (sauf ETA et Cuma qui sont une poursuite de la tendance du RA) ;

- 4 • **la répartition des actifs agricoles par catégorie d'emploi** en UTA en 2014 avec un focus sur l'emploi salarié (permanent et non permanent) ;
- 5 • **la répartition selon le statut juridique de l'exploitation agricole des chefs et coexploitants** en 2000, 2010 et 2014. Cette répartition est limitée aux chefs et coexploitants des moyennes et grandes exploitations, la forme juridique des exploitations agricoles des chefs et coexploitants dans les petites exploitations étant pour la quasi-totalité l'exploitation agricole individuelle. La mise à jour 2014 est calculée à partir des équivalents MSA
- 6 • **la ventilation de la main-d'œuvre permanente en 2014** (en nombre de personnes et en

- UTA) par catégorie d'emploi (chefs d'exploitation et coexploitants, conjoints et autres membres de la famille non-salariés, salariés permanents) ;
- 7 • **le taux de féminisation** 2000 et 2010, selon la catégorie d'emploi ;
- 8 • **l'âge moyen** 2000 et 2010, selon la catégorie d'emploi ;

Les fiches régionales comprennent aussi une carte déclinant la part des effectifs salariés et non salariés (en UTA) dans chacun des départements de la région.

La deuxième partie des fiches comporte des informations méthodologiques :

- les données MSA qui servent à la mise à jour des données du RA (sous forme de tableau) ;

- les définitions principales, les périmètres et indicateurs d'évolution.

Les données relatives à la main-d'œuvre sont actualisées à partir des fichiers de la MSA pour les chefs d'exploitation et coexploitants non-salariés et pour l'emploi salarié permanent et non permanent. Les autres effectifs (chefs d'exploitation et coexploitants salariés, conjoints et autres membres de la famille non-salariés, ETA et Cuma) sont actualisés par prolongement de la tendance observée entre le RA 2000 et le RA 2010. Au total en 2014, 89 % de l'emploi agricole en UTA est mis à jour à partir des données MSA.

| Indicateurs de mise à jour du BAEA | RA tendance 2010/2000 | MSA 2014/2013 |
|--|-----------------------|---------------|
| Les actifs agricoles | | |
| Les chefs d'exploitation et coexploitants non-salariés | | x |
| Les chefs d'exploitation et coexploitants salariés | x | |
| Le statut juridique des exploitations agricoles des chefs et coexploitants des moyennes et grandes exploitations | | x |
| Les conjoints non coexploitants et les autres membres de la famille non-salariés | x | |
| Les salariés permanents ¹ et non permanents | | x |
| Les UTA des Cuma et ETA | x | |
| 1. Y compris les conjoints salariés et les autres actifs familiaux salariés. | | |

Les modifications apportées au BAEA 2014 par rapport au BAEA 2013

Au préalable, il est rappelé que depuis le BAEA 2013, les conjoints salariés et les autres membres de la famille salariés sont comptabilisés avec les salariés permanents pour se rapprocher des nouveaux concepts

des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Les données 2000 et 2010 du recensement agricole des conjoints, des aides familiaux et des salariés permanents avant et après ces transferts des conjoints salariés et autres membres de la famille salariés sont répertoriées par région en annexe 2.

Par rapport à la publication 2013, quatre modifications ont été apportées au BAEA 2014 :

1. La présentation en 13 régions suite à la réforme territoriale entrant en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2016 (Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions). Les

Méthodologie

données du BAEA des régions concernées par la réforme territoriale ont été regroupées. Ci-dessous sont indiquées les nouvelles données par région de l'emploi agricole 2000, 2010,

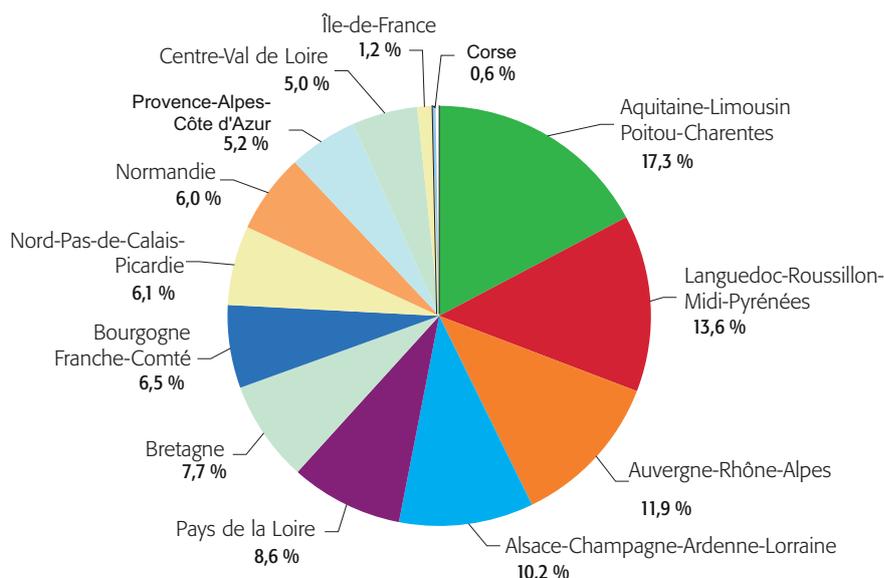
2013 et leur répartition. La nouvelle région Aquitaine-Limousin Poitou-Charentes est largement en tête avec 17,3 % du total national. Pour information, les principaux indicateurs de l'emploi

agricole de la publication précédente du BAEA 2013 sont fournis en annexe 3 selon les deux présentations en 22 régions et 13 régions.

| L'emploi agricole en 13 régions entre 2000 et 2013 suite à la réforme territoriale | | Total emploi agricole en UTA | | |
|--|-------------------------------------|------------------------------|---------|---------|
| | | 2000 | 2010 | 2013 |
| Insee | Total | 957 383 | 751 366 | 729 001 |
| 44 | Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 83 418 | 75 173 | 74 492 |
| 75 | Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 166 899 | 129 607 | 125 955 |
| 84 | Auvergne-Rhône-Alpes | 114 772 | 90 136 | 86 960 |
| 27 | Bourgogne-Franche-Comté | 57 213 | 48 657 | 47 554 |
| 53 | Bretagne | 75 894 | 58 183 | 56 278 |
| 24 | Centre | 48 063 | 37 760 | 36 791 |
| 94 | Corse | 4 706 | 4 040 | 4 155 |
| 11 | Île-de-France | 12 700 | 9 087 | 8 621 |
| 76 | Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 138 292 | 103 344 | 99 191 |
| 32 | Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 59 635 | 45 846 | 44 292 |
| 28 | Normandie | 60 753 | 46 016 | 43 934 |
| 52 | Pays de la Loire | 84 375 | 64 652 | 62 669 |
| 93 | Provence-Alpes-Côte d'Azur | 50 665 | 38 865 | 38 109 |

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Répartition de l'emploi agricole 2013 en 13 régions en UTA



Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

À partir de l'exercice 2014, les données régionales du BAEA sont calculées en se fondant sur les évolutions observées au niveau des 13 régions de France métropolitaine.

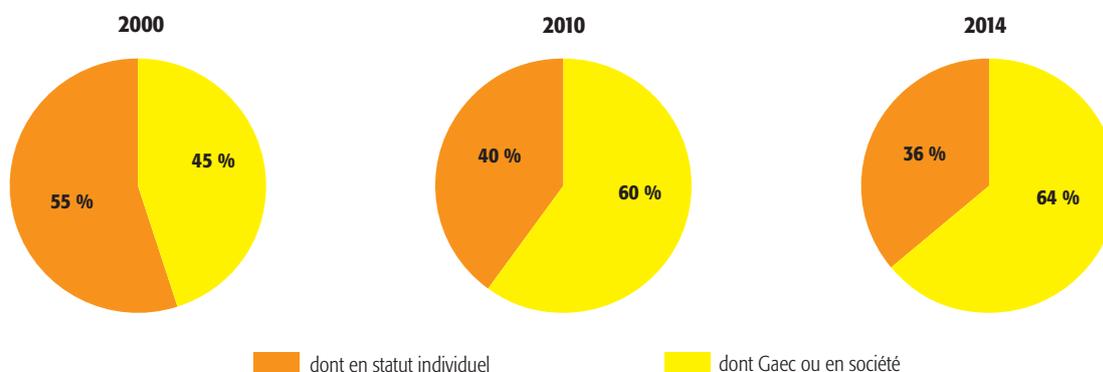
2. Un indicateur nouveau de répartition des chefs d'exploitation et coexploitants dans les moyennes

et grandes exploitations selon le statut juridique de l'exploitation agricole. Le critère retenu est celui du statut individuel ou non-individuel (Gaec et forme sociétaire) et est mis à jour à partir de l'information fournie par la MSA sur le statut juridique des cotisants non-salariés. En 2014, les 2/3 des chefs d'ex-

ploitation et coexploitants des moyennes et grandes exploitations sont en Gaec ou en forme sociétaire. Cet indicateur progresse de 1,0 point par an entre 2010 et 2014 après une croissance très soutenue sur la période précédente, de 1,5 point par an, entre 2000 (45 %) et 2010 (60 %).

Effectifs des chefs d'exploitation et coexploitants par statut dans les moyennes et grandes exploitations.

Données nationales : France métropolitaine



Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

3. Deux graphiques supplémentaires sont introduits : celui des chefs d'exploitations et coexploitants (graphique 2) et celui de la répartition des chefs d'exploitation et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations selon le statut juridique de l'exploitation agricole (graphique 5).

- Le graphique 2 permet de suivre l'évolution sur longue période du nombre de chefs d'exploitation et coexploitants selon le statut de l'exploitation ;
- Le graphique 5 illustre depuis 2000 la diminution de la part des chefs d'exploitation et coexploitants en statut individuel con-

mitante à la croissance des chefs d'exploitation et coexploitants en Gaec ou en forme sociétaire.

Ces 2 nouveaux graphiques mettent en évidence des écarts sensibles en niveau et en évolution entre les régions.

4. Le tableau des « données MSA au périmètre du RA pour les mises à jour du BAEA » est complété pour tenir compte des nouvelles données relatives au statut de l'exploitation des chefs et coexploitants des moyennes et grandes exploitations (lignes 27a1 et 27a2). *A contrario*, les données relatives aux exploitations agricoles sont désormais détaillées en annexe 4. Enfin,

les taux horaires ont été supprimés car redondants avec les taux horaires déjà indiqués au BAEA et dont la source MSA est précisée. Il convient de préciser qu'une modification en 2013 de la comptabilisation des apprentis par la MSA induit une rupture de série de l'emploi salarié MSA en nombre d'ETP dont le total 2013 a été ramené de 246 000 ETP à 242 000 ETP. Les données MSA 2013 des salariés en ETP diffèrent de ce fait de celles de la publication précédente sans affecter les résultats 2013 du BAEA dont les mises à jour se font uniquement à partir des données MSA en évolution.

Méthodologie

Les principales évolutions de l'emploi agricole entre 2010 et 2014

Évolutions au niveau de la France métropolitaine

Les principaux enseignements tirés de la mise à jour 2014 de l'emploi agricole du RA 2010 sont les suivants :

- la diminution de l'emploi de l'ensemble des actifs agricoles (en

UTA) se poursuit : - 1,0 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2014 et - 2,4 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2010 ;

- la diminution tendancielle de la main-d'œuvre familiale (chefs d'exploitation et coexploitants, conjoints et autres membres de la famille non-salariés) se poursuit : baisse annuelle moyenne des effectifs (en UTA) de - 2,2 % entre 2010 et 2014, après -3,0 % sur la période 2000 à 2010 ;

- l'emploi salarié (en UTA) progresse de + 1,5 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2014 du fait de la hausse sensible de l'emploi salarié non permanent (+ 3,7 %) après une diminution moyenne annuelle de - 0,8 % entre 2000 et 2010.

Ensemble des actifs agricoles entre 2010 et 2014

| Ensemble des actifs agricoles Périmètre RA | | 2000 | | 2010 | | 2013 | | 2013/ 2012 | 2014 | | 2014/ 2013 | En moyenne annuelle | |
|---|-------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------------------|---------------------------|
| | | Pers. | UTA | Pers. | UTA | Pers. | UTA | UTA % | Pers. | UTA | UTA % | 2010/ 2000 UTA % | 2010/ 2010 UTA % |
| unité : millier | | | | | | | | | | | | | |
| Total actifs agricoles | 1 | nr | 957,4 | nr | 751,4 | nr | 729,0 | - 0,4 | nr | 722,2 | - 0,9 | - 2,4 | - 1,0 |
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 2 | 764,0 | 536,5 | 603,9 | 445,8 | 578,2 | 428,6 | - 1,4 | 570,4 | 422,8 | - 1,4 | - 1,8 | - 1,3 |
| <i>dont sur moyennes et grandes exploitations</i> | 2a | 483,5 | 435,1 | 422,7 | 373,1 | 408,3 | 360,2 | - 1,1 | 402,9 | 355,3 | - 1,4 | - 1,5 | - 1,2 |
| Conjoints et autres actifs agricoles non-salariés | 3 | 374,7 | 169,7 | 190,1 | 74,9 | 156,1 | 59,0 | - 7,6 | 146,2 | 54,5 | - 7,6 | - 7,9 | - 7,6 |
| Sous-total 2+3 | | 1 138,7 | 706,2 | 794,0 | 520,7 | 734,3 | 487,6 | - 2,2 | 716,6 | 477,3 | - 2,1 | - 3,0 | - 2,2 |
| Salariés permanents ¹ | 4 | 180,5 | 149,4 | 172,3 | 140,1 | 187,5 | 140,9 | + 1,5 | 191,5 | 140,2 | - 0,5 | - 0,6 | + 0,0 |
| Salariés saisonniers, ETA, Cuma | 5 | nr | 101,7 | nr | 90,6 | nr | 100,5 | + 6,2 | nr | 104,6 | + 4,1 | - 1,2 | + 3,7 |
| Sous-total 4+5 | | nr | 251,2 | nr | 230,7 | nr | 241,4 | + 3,4 | nr | 244,9 | + 1,4 | - 0,8 | + 1,5 |
| Sous-total 4+5 hors ETA Cuma | | nr | 243,2 | nr | 219,0 | nr | 228,4 | + 3,4 | nr | 231,3 | + 1,3 | - 1,0 | + 1,4 |
| Sous-total main-d'œuvre permanente | 2+3+4 | 1 139,2 | 855,6 | 966,3 | 660,8 | 921,8 | 628,5 | - 1,4 | 908,1 | 617,5 | - 1,7 | - 2,6 | - 1,7 |

1. Y compris les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés.

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Évolutions par région

Le tableau page 9 retrace par région, d'une part, les évolutions des chefs d'exploitation et coexploitants des moyennes et grandes exploitations

et, d'autre part, celles des salariés des exploitations toutes tailles confondues, les évolutions sur ce champ étant similaires à celles sur le champ des exploitations moyennes et grandes compte tenu de la

très faible présence de l'emploi salarié dans les exploitations de petite dimension.

- Toutes régions confondues, le nombre de chefs d'exploitation

et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations a diminué de -1,2 % en moyenne par an entre 2010 et 2014. Hormis en région Corse, l'emploi non-salarié a baissé dans l'ensemble des régions. La région Aquitaine-Limousin-Poitou Charente connaît la baisse la plus importante de - 1,7 %, viennent ensuite les régions Bretagne et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées avec une diminution de - 1,5 %,

• L'évolution de l'emploi salarié est plus contrastée. L'emploi salarié (en UTA, hors ETA et Cuma) augmente de + 1,4 % par an en moyenne entre 2010 et 2014, avec une variation comprise entre - 1,8 % (Île de France) et + 3,1 % (Corse). Après une hausse sensible entre 2012 et 2013 (+ 3,4 %), l'emploi salarié progresse plus modérément entre 2013 et 2014 (+ 1,3 %). Comme en 2013, cette progression s'explique surtout par

la forte augmentation du recours à l'emploi saisonnier (+ 4,1 %) alors que l'emploi permanent est en légère baisse (- 0,5 %). En viticulture, secteur de production agricole représentant le 1/3 de l'emploi salarié agricole, la progression est en moyenne de + 1,2 % en UTA entre 2013 et 2014 dont + 0,5 % pour l'emploi salarié permanent et + 2,5 % pour l'emploi salarié non permanent.

Évolution de l'emploi agricole au périmètre du RA

en %

| Évolution de l'emploi agricole au périmètre du RA (UTA) | Chefs d'exploitation et coexploitants sur moyennes et grandes exploitations | | | | | Emploi salarié permanent et non permanent hors ETA et Cuma | | | | |
|---|---|-----------|-----------|-----------|----------------------------|--|-----------|-----------|-----------|----------------------------|
| | 2011/2010 | 2012/2011 | 2013/2012 | 2014/2013 | moyenne annuelle 2014/2010 | 2011/2010 | 2012/2011 | 2013/2012 | 2014/2013 | moyenne annuelle 2014/2010 |
| Total | - 1,2 | - 1,2 | - 1,1 | - 1,4 | - 1,2 | + 1,2 | - 0,3 | + 3,4 | + 1,3 | + 1,4 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | - 0,7 | - 0,7 | - 0,6 | - 0,4 | - 0,6 | + 2,2 | - 1,7 | + 4,4 | - 1,3 | + 0,9 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | - 1,6 | - 1,7 | - 1,5 | - 1,9 | - 1,7 | + 0,7 | + 0,4 | + 4,5 | - 0,1 | + 1,4 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | - 1,0 | - 1,2 | - 1,2 | - 1,4 | - 1,2 | + 2,8 | + 0,1 | + 4,6 | + 3,4 | + 2,7 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | - 1,1 | - 0,9 | - 1,0 | - 0,9 | - 1,0 | + 2,4 | + 1,1 | + 2,5 | + 1,7 | + 1,9 |
| 53 Bretagne | - 1,3 | - 1,4 | - 1,4 | - 1,9 | - 1,5 | + 1,8 | + 3,1 | + 2,6 | + 1,3 | + 2,2 |
| 24 Centre-Val de Loire | - 1,4 | - 1,1 | - 1,0 | - 1,3 | - 1,2 | + 1,8 | - 2,1 | + 3,4 | - 0,3 | + 0,7 |
| 94 Corse | + 0,4 | + 1,3 | + 1,6 | + 0,2 | + 0,9 | - 1,3 | + 4,7 | + 3,0 | + 6,2 | + 3,1 |
| 11 Île-de-France | - 2,1 | - 0,2 | - 1,2 | - 0,6 | - 1,0 | + 1,8 | + 3,1 | + 2,6 | - 1,3 | - 1,8 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | - 1,7 | - 1,4 | - 1,2 | - 1,7 | - 1,5 | + 1,4 | - 0,7 | + 3,5 | + 5,3 | + 2,3 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | - 0,7 | - 0,8 | - 0,2 | - 0,3 | - 0,5 | + 0,8 | - 2,3 | + 1,9 | + 1,1 | + 0,3 |
| 41 Normandie | - 1,3 | - 0,7 | - 0,9 | - 1,3 | - 1,0 | - 0,5 | + 1,3 | + 0,8 | + 1,1 | + 0,7 |
| 52 Pays de la Loire | - 0,9 | - 1,1 | - 1,6 | - 2,0 | - 1,4 | + 1,2 | - 1,0 | + 3,4 | + 1,0 | + 1,2 |
| 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | - 0,8 | - 1,2 | - 1,2 | - 1,1 | - 1,1 | + 0,2 | - 1,9 | + 2,6 | + 1,6 | + 0,6 |

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Méthodologie

Le tableau ci-dessous croise les évolutions précédentes : les deux régions dans lesquelles l'emploi agricole est le plus important, l'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (17 % des UTA) et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (14 % des UTA) se distinguent par la diminution la plus sensible de l'emploi non-salarié et *a contrario* une croissance soutenue de l'emploi salarié. En Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, la viticulture, avec 21 000 UTA sur 45 000 UTA tous secteurs confondus, tire vers le

haut l'augmentation de l'emploi salarié. Dans la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, l'emploi saisonnier est prépondérant (57 % des UTA - cf. graphique 4 page 37) par rapport à la main-d'œuvre salariée permanente. L'évolution de l'emploi salarié de cette région de + 2,3 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2014 est contrastée : le volume de travail des salariés permanents en baisse moyenne de - 0,7 % est largement compensé par la progression sensible des salariés saisonniers de + 5,6 %

en moyenne entre 2010 et 2014 dont + 4,5 % en arboriculture fruitière et + 7,6 % en viticulture. À l'inverse, la progression de l'emploi salarié en moyenne annuelle entre 2010 et 2014 en région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine à dominante viticole est inférieure à la moyenne (+ 0,9 %). Dans cette région, la progression de l'emploi salarié en viticulture est moindre (+ 0,2 %) que dans les autres secteurs de production agricole (+ 2,0 %).

Les régions dans l'ordre croissant de l'évolution moyenne 2014/2010 des chefs d'exploitation et coexploitants et de l'emploi salarié agricole

| Région/évolution des chefs d'exploitation et coexploitants et de l'emploi salarié (UTA) | | Emploi salarié permanent et non permanent hors ETA et Cuma Évolution moyenne annuelle 2014/2010 + 1,4 % | | |
|---|----------------------|---|--|---|
| | | De - 1,8 % à + 1,0 % | Autour de la moyenne entre + 1,0 % et + 1,8 % | De + 1,8 % à + 3,1 % |
| Chefs d'exploitation et coexploitants des moyennes et grandes exploitations | De - 1,7 % à - 1,5 % | | • Aquitaine-Limousin Poitou-Charentes | • Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées |
| | Autour de la moyenne | • Centre-Val de Loire • Île-de-France • Normandie • PACA | • Pays de la Loire | • Auvergne-Rhône-Alpes • Bretagne • Bourgogne-Franche-Comté |
| | De - 0,9 % à + 1,1 % | • Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine • Nord-Pas-de-Calais-Picardie | | • Corse |
| Évolution moyenne annuelle 2014/2010 - 1,2 % | | | | |

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer les évolutions différenciées de l'emploi salarié et de l'emploi non-salarié entre régions sans qu'il soit possible de les quantifier précisément :

- des transferts peuvent s'opérer entre l'emploi non-salarié et l'emploi salarié lorsque des exploitants, des conjoints ou d'autres membres de la famille optent pour un statut salarié ;
- l'embauche de salariés permanents dans les exploitations agricoles peut pallier le recul sensible du nombre des conjoints et des autres membres de la famille ;
- les comportements de départs à la retraite et le devenir des terres libérées influent également sur les évolutions de l'emploi salarié et non-salarié. La pyramide des âges des chefs d'exploitation et les évolutions de l'âge légal de départ à la retraite ont notamment

un impact sur les flux de départs à la retraite. Le devenir des terres libérées dépend pour sa part des taux de reprise de l'exploitation par le conjoint ou de la politique d'installation menée par les pouvoirs publics ;

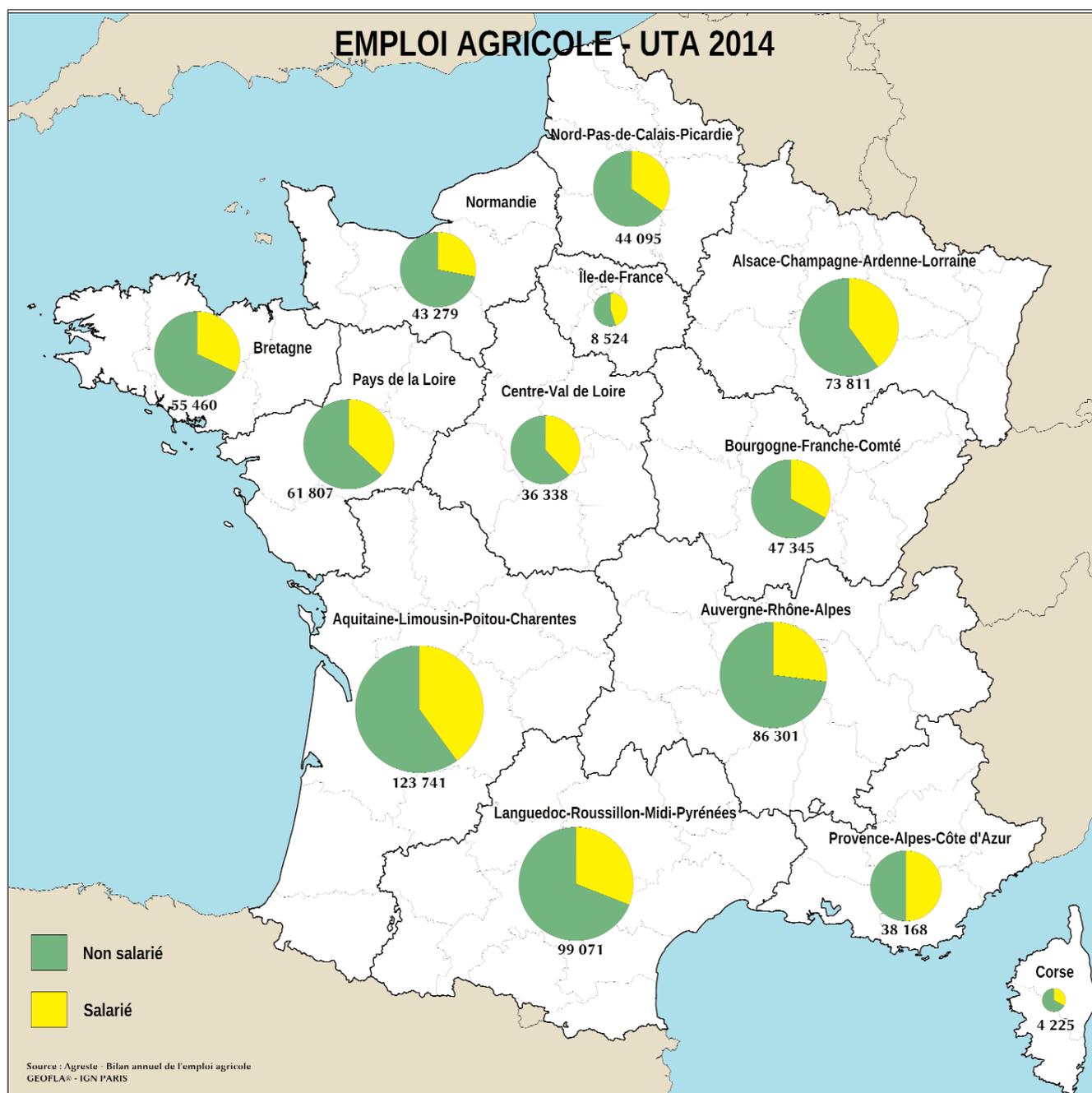
- l'augmentation du nombre d'exploitations en Gaec et en société dont le statut favorise l'accès des conjoints au statut de coexploitants et dans lesquelles l'emploi salarié est plus élevé ;

- le dynamisme de l'emploi salarié en groupements d'employeurs dont l'augmentation moyenne entre 2010 et 2014 atteint +7,1 % (+ 4,7 % pour l'emploi permanent et + 11,3 % pour l'emploi non permanent). L'évolution entre 2013

et 2014 des salariés des groupements d'employeurs est déclinée par région en annexe 5 ;

- enfin, les aléas climatiques peuvent provoquer de fortes variations de l'emploi salarié saisonnier.

La carte régionale de l'emploi agricole 2014 indique la répartition entre l'emploi non-salarié et l'emploi salarié du total des actifs agricoles (en UTA). La part de l'emploi salarié atteint 35 % en 2014. Celle-ci avait augmenté de cinq points entre 2000 et 2010 passant de 27 % à 32 %.



Les estimations 2015 de l'emploi agricole

Les données 2015 de la MSA ne seront disponibles que fin 2016 pour les salariés et début 2017 pour les non salariés.

Afin de disposer, de façon plus précoce, de premiers indicateurs de tendance, les estimations de l'emploi agricole ont été effectuées pour l'année 2015 en combinant, dans le cas général, deux approches complémentaires : l'application aux résultats 2014 des évolutions annuelles moyennes des indicateurs MSA constatées lors des trois derniers exercices ; la prise en compte des informations collectées auprès des DRAAF lors de la concertation sur les résultats de l'emploi 2014 entre le SSP, les services statistiques régionaux et les référents emploi des DRAAF.

S'agissant de l'emploi salarié permanent et de l'emploi salarié saisonnier, les sources de données

MSA sont mobilisées de façon pointue selon 34 secteurs de production combinant le code MSA d'accident du travail et le code NAF d'activité et permettent une estimation moyenne de la région résultant de l'estimation de chacun des 34 secteurs répertoriés.

De plus, compte tenu des résultats 2015 provisoires de la statistique annuelle agricole sur les productions de fruits et légumes dont dépendent fortement les variations du recours à la main-d'œuvre saisonnière des corrections ont été apportées au cas par cas.

En moyenne en 2015, la production de fruits à noyau a diminué (abricots - 9 % en 2015 contre + 38 % en 2014, cerises - 12 % en 2015 contre + 32 % en 2014, pêches, pavies, nectarines, - 7 % en 2015 contre + 7 % en 2014, prunes - 20 % contre + 19 % en 2014) alors qu'inversement la production de fruits à pépins est en progression (poires de table + 6 % en

2015 contre - 7 % en 2014, pommes de table + 5 % en 2015 contre - 10 % en 2014). La production de tomates a stagné en 2015 suite à une progression de + 8 % en 2014. De même, la récolte de raisin est stable en 2015 (- 0,1 %) faisant suite à une progression de + 12 % en 2014.

À titre d'exemple, en région Bourgogne-Franche-Comté, la prévision du nombre d'UTA saisonniers 2015 en viticulture a été ramenée au niveau de l'année 2014 compte tenu du volume de la récolte de raisin en 2015 en diminution de - 8,5 %. En Bretagne, l'augmentation du nombre d'UTA saisonniers a été ramenée de + 6 % à + 3 % en 2015 pour tenir compte de la moindre production de tomates (+ 9 % en 2014 et + 3 % en 2015).

Les estimations 2015 de l'emploi agricole en France métropolitaine sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Estimation 2015 de l'emploi agricole

| Ensemble des actifs agricoles | | 2000 | | 2010 | | 2014 | | 2014/2013 | | 2015 estimé | | 2015/2014 | |
|---|-----------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | Pers. | UTA | Pers. | UTA | Pers. | UTA | Pers. | UTA | Pers. | UTA | Pers. | UTA |
| Périmètre RA | | unité : millier | | | | | | | | | | | |
| | | % | | | | | | | | | | | |
| Total actifs agricoles | 1 | nr | 957,4 | nr | 751,4 | nr | 722,2 | nr | - 0,9 | nr | 716,7 | nr | - 0,8 |
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 2 | 764,0 | 536,5 | 603,9 | 445,8 | 570,4 | 422,8 | - 1,4 | - 1,4 | 562,6 | 417,3 | - 1,4 | - 1,3 |
| <i>dont sur moyennes et grandes exploitations</i> | <i>2a</i> | <i>483,5</i> | <i>435,1</i> | <i>422,7</i> | <i>373,1</i> | <i>402,9</i> | <i>355,3</i> | <i>- 1,3</i> | <i>- 1,4</i> | <i>398,1</i> | <i>351,0</i> | <i>- 1,2</i> | <i>- 1,2</i> |
| Conjoints et autres actifs agricoles non-salariés | 3 | 374,7 | 169,7 | 190,1 | 74,9 | 146,2 | 54,5 | - 6,3 | - 7,6 | 137,0 | 50,4 | - 6,3 | - 7,6 |
| Sous-total 2+3 | | 1 138,7 | 706,2 | 794,0 | 520,7 | 716,6 | 477,3 | - 2,4 | - 2,1 | 699,6 | 467,7 | - 2,4 | - 2,0 |
| Salariés permanents ¹ | 4 | 180,5 | 149,4 | 172,3 | 140,1 | 1191,5 | 140,2 | + 2,1 | - 0,5 | 195,0 | 140,8 | + 1,8 | + 0,4 |
| Salariés saisonniers ETA Cuma | 5 | nr | 101,7 | nr | 90,6 | nr | 104,6 | nr | + 4,1 | nr | 108,1 | nr | + 3,3 |
| Sous-total 4+5 | | nr | 251,2 | nr | 230,7 | nr | 244,9 | nr | + 1,4 | nr | 249,0 | nr | + 1,7 |
| Sous-total 4+5 hors ETA Cuma | | nr | 243,2 | nr | 219,0 | nr | 231,3 | nr | + 1,3 | nr | 234,7 | nr | + 1,5 |
| Sous-total main-d'œuvre permanente 2+3+4 | 6 | 1 319,2 | 855,6 | 966,3 | 660,8 | 908,1 | 617,5 | - 1,5 | - 1,7 | 894,6 | 608,5 | - 1,5 | - 1,5 |

1. Y compris les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Selon ces estimations, la baisse du nombre d'actifs agricoles se poursuivrait en 2015, mais à un rythme

ralenti par rapport à la période 2000-2010. Au total, le nombre d'actifs agricoles diminuerait en

moyenne de - 7 000 UTA par an entre 2010 et 2015 contre - 21 000 UTA par an entre 2000 et 2010.